

Convictions



Bulletin de l'Association

Michel**ROCARD**.org

N° 84 - FEVRIER 2026

Éditorial

La violence mine la démocratie

La démocratie est ce qui permet de trancher les différences, les oppositions ou les conflits au sein d'une collectivité humaine, sans recourir à la violence. En ce sens, elle est ce qui distingue une société civilisée de l'état de barbarie. Ceux qui pratiquent la violence politique, ou qui la légitiment, s'excluent donc eux-mêmes de la sphère démocratique.

Que d'autre part des personnes ou des groupes qui se disent "antifascistes" recourent à la violence exactement comme le feraient des fascistes, en se mettant à six ou sept pour lyncher à mort un homme à terre, en dit long sur le dévoiement des mots et le délitement des valeurs. Comme le disait naguère François Hollande, "dans extrême-gauche, je vois assez bien où est l'extrême mais pas du tout où est la gauche". Circonstance aggravante, ils donnent à l'extrême-droite une occasion de chercher à se refaire une virginité.

Que certains en effet, au sein de cette extrême-droite qui a prospéré sur un populisme dont la violence est une composante matricielle, cherchent à exploiter ces dérives pour s'absoudre de leurs péchés anciens ou récents ne doit ni nous faire perdre la mémoire, ni le sens des réalités.

Le sens des réalités, c'est ce que rappelle la sociologue Isabelle Sommier dans *Le Monde*, selon qui "les agressions politiques sont pour plus de 60 % le fait de la droite radicale et ont connu une progression considérable en moins de dix ans".

La mémoire, c'est celle de Philippe Brocard, jeune militant de la CFDT qui, il y a quarante ans, collait des affiches à Croissy-sur-Seine dans les Yvelines pour la liste conduite par Michel Rocard aux élections législatives de 1986, et qui est mort assassiné par des nantis du Front national. Il avait 36 ans.



Duelo a garrotazos (Duel à coups de bâton) de Goya (musée du Prado)

Ses amis ainsi que l'Union confédérale des cadres CFDT ont prévu d'honorer sa mémoire le 7 mars prochain. Nous nous associons pleinement à cet hommage.

Pour que la violence cesse de miner la démocratie.

Pour ne pas oublier Philippe Brocard



Philippe Brocard (Photo Szpringlas_Philippe)

Le 7 mars 1986 au soir, en pleine campagne des élections législatives, à Croissy-sur-Seine dans les Yvelines, Philippe Brocard, militant CFDT qui collait des affiches pour la campagne de Michel Rocard, a été tué de 9 coups de couteau par un commando de 9 militants du Front National.

Une cérémonie d'hommage se tiendra le samedi **7 mars 2026 à 11 heures** rue Paul Déroulède, à Croissy-sur-Seine, devant la stèle érigée à la mémoire de Philippe Brocard sur le lieu même de son meurtre. Une gerbe sera déposée et un

moment de recueillement sera partagé en présence de la famille, des élus, des associations et des habitants.

Philippe Brocard, âgé de 36 ans, cadre à l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) et adhérent CFDT, avait été permanent à l'Union confédérale des ingénieurs et cadres de la CFDT de 1974 à 1979, auprès de Pierre Vanlerenberghe. Il y a été vu, comme le rappelait Edmond Maire en 1986, « porteur de fraternité » tant il suivait les dossiers dont il avait la charge avec bienveillance à l'identique du visage qu'il donnait à voir.

Alors que la campagne pour les législatives bat son plein, il parcourt les rues de Croissy-sur-Seine, accompagné de deux amis pour une soirée de collage d'affiches au nom de Michel Rocard, alors candidat PS sur la circonscription.

L'un d'eux, Jean-Jacques Gaucher, ex-conseiller municipal à Croissy, témoigne : « On était partis à trois faire le tour des panneaux quand on a vu qu'une de nos affiches était recouverte par un bandeau du FN. On allait en recoller une quand trois voitures ont tout de suite déboulé. Ils sont sortis à neuf et ont commencé par nous dire : elles ne vous plaisent pas nos affiches ? L'un d'eux avait un couteau pointé vers moi ... Philippe a voulu s'interposer avec son pinceau. Le type lui a tout de suite enfoncé le couteau sous l'aisselle et il l'a littéralement charcuté. Puis ils ont cassé des trucs sur ma bagnole et sont repartis faire leur maraude, comme si de rien n'était. ».

En 1986, il n'y avait pas de téléphones mobiles pour alerter les secours. Les pneus du véhicule de Jean-Jacques Gaucher avaient été crevés. Les assaillants n'ont pas daigné secourir leur victime. Ils seront d'ailleurs condamnés pour homicide et non-assistance à personne en danger.

[!\[\]\(9c2e8d1b5bd77cb5c9f83b7a9cff79fd_img.jpg\) Pour lire la suite de cet appel, cliquez ici](#)

[!\[\]\(e3275251d0893157c3584e20c81dc3ba_img.jpg\) La Charte de la Tolérance](#)



La sécurité de l'Arctique : un nouveau numéro de *Polar Watch*

Le 14 juin 2016, quelques semaines à peine avant son décès, Michel Rocard, alors ambassadeur pour les pôles, présentait au Quai d'Orsay, sous la présidence de Jean-Marc Ayrault, alors ministre des affaires étrangères, la "Feuille de route nationale pour l'Arctique", dont il avait coordonné l'élaboration. Dans ce document fondateur, il notait en particulier : "À ce stade, les principaux enjeux de la zone Arctique pour la France sont de nature essentiellement économique, sécuritaire et environnementale, davantage que d'ordre militaire et de défense. Pour autant, toute atteinte à la stabilité et à la sécurité de l'espace Arctique, qui constitue un front pionnier en matière d'exploitation

de ressources minérales et énergétiques ainsi qu'une future zone de passage entre l'Asie et l'Europe, affecterait nos intérêts présents et futurs. Il s'agit en particulier de veiller à la sécurité de nos approvisionnements énergétiques et plus spécifiquement en minerais stratégiques (niobium, tantale, etc.) indispensables au secteur des hautes technologies de défense." Dix ans après, les données géopolitiques ont substantiellement changé, les appétits des grandes puissances riveraines se sont aiguisés et les menaces se sont précisées. On lira donc avec intérêt le dernier numéro de *Polar Watch*, la newsletter de notre partenaire Le Cercle Polaire, précisément consacré à l'analyse des enjeux pour la France de ce tournant sécuritaire dans le Grand Nord.

[La Feuille de route pour l'Arctique \(juin 2016\)](#)

[Pour lire le n° 10 de POLAR WATCH](#)

Eric Lombard promu officier de la Légion d'honneur

Judi 12 février, devant un imposant parterre de personnalités du monde de l'économie, de la politique, de l'administration rassemblées dans la galerie des fêtes de l'Assemblée nationale, Mme Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, a remis à notre ami Eric Lombard, ancien ministre de l'Economie et des Finances, ancien directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations et toujours administrateur de l'association MichelRocard.org, les insignes d'officier de la Légion d'honneur. Nous lui adressons nos plus amicales félicitations.



[Le parcours rocardien d'Eric Lombard](#)

Disparition

Nous avons appris avec peine la disparition début janvier de Rebecca, l'épouse de Pierre Perret, à l'âge de 88 ans. Comme le chanteur l'a raconté dans l'interview qu'il nous a accordée en juillet

2025, il avait noué des liens d'amitié avec Michel Rocard, que son épouse et lui avaient souvent accueilli dans leur maison de Seine-et-Marne où, comme l'a dit Pierre Perret, "il avait son rond de serviette". Nous lui exprimons, ainsi qu'à sa famille, nos très sincères condoléances.

[✚ Pour relire l'interview de Pierre Perret](#)

Inondations, hier et aujourd'hui

Les riverains de certains fleuves sont familiers des caprices de la nature, même si l'intensité et la persistance des inondations qui ont affecté le sud-ouest traduisent sans guère de doute les effets du dérèglement climatique. Fin 1981, à l'invitation de Gérard Gouzes, député du Lot-et-Garonne, Michel Rocard, alors ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, s'était rendu à Marmande pour dresser le constat de l'impact sur l'économie et les populations des crues de la Garonne, qui étaient pourtant déjà monnaie courante. A l'issue de cette visite, une initiative parlementaire d'Alain Richard et Gérard Gouzes donnera naissance à la loi sur l'indemnisation des catastrophes naturelles, dont les principes sont toujours en vigueur aujourd'hui.



Gérard Gouzes, Michel Rocard et Maurice Cazasus (conseiller général) - Photo coll. privée



Récemment mis en ligne

Notre site s'enrichit très régulièrement de nouveaux documents écrits ou audiovisuels. Ainsi, nous venons de mettre en ligne :

- une vidéo "Le temps des réformes" : Début 1990, à quelques semaines du congrès de Rennes, l'association des Clubs Convaincre propose un bilan des deux premières années du gouvernement Rocard, "le temps des réformes", pour alimenter les débats dans les sections socialistes, en complément d'un entretien avec Michel Rocard intitulé "Un pays comme le nôtre"
- une brochure "Mai 1988-Mai 1991 : Le temps de la réforme" : également réalisée sous l'égide des Clubs Convaincre, elle retrace le bilan des trois ans de gouvernement Rocard
- un ouvrage "Qu'est-ce que la social-démocratie ?", reprenant un article de Michel Rocard initialement paru dans la revue *Faire* et publié ensuite en livre de poche.

[✚ La vidéo "Le temps des réformes"](#)

[✚ La brochure "Mai 1988-Mai 1991 Le temps de la réforme"](#)

[✚ L'ouvrage "Qu'est-ce que la social-démocratie ?"](#)

Pierre BOURGUIGNON

Par exception, nous publions ce mois-ci un "parcours rocardien" posthume. Pierre Bourguignon fait en effet partie de ces figures de la rocardie, trop tôt disparues, que nous n'avons pas pu solliciter pour raconter dans nos colonnes leur cheminement avec Michel Rocard mais qui ont joué un rôle suffisamment marquant pour tenter de retracer leur parcours et d'évoquer leur mémoire.



Pierre Bourguignon est à ce point enraciné, personnellement et politiquement, dans le terroir normand que l'on aurait pu croire que son patronyme était en fait un pseudo, comme cela se pratiquait à l'occasion dans les années 60... Et bien non ! Quand, au début de sa vie professionnelle, il exerça des responsabilités nationales au sein du PSU sous pseudonyme, c'est le nom de sa mère, Gancel, qu'il choisit.

Il est né à Rouen, le 6 février 1942. Son père était employé de bureau et sa mère sage-femme. Il passe une partie de son enfance et de sa jeunesse à Dieppe, où il pratique le scoutisme, puis revient

à Rouen, au lycée Corneille. A l'université où il entre ensuite, d'abord à Rouen, puis à Caen et à Nanterre, il entreprend une licence de lettres avant de poursuivre des études de sociologie. Il est diplômé d'un certificat d'études supérieures d'économie politique et sociale. Très tôt, il s'engage contre la guerre d'Algérie et le colonialisme, à l'UNEF d'une part et au Parti socialiste unifié (PSU) à partir de 1961.

Après ses études, il commence sa vie professionnelle en 1966 comme vacataire au centre d'études sociologiques du CNRS, puis, de 1967 à 1971, devient chargé d'études à la mission pour l'aménagement de la Basse Vallée de la Seine, renforçant ainsi son ancrage normand. Par la suite, il se spécialise dans l'analyse sociologique pour des organismes de sondages ou d'études de marché, comme directeur d'études, d'abord pour la Centrale d'études et de promotion (CEP) puis pour la COFREMCA (Institut de sciences sociales appliquées) entre 1971 et 1978.

Parallèlement, il prend des responsabilités au sein du PSU et, lors du congrès de Lille (1971), devient membre de la direction politique nationale (sous le nom de Patrice Gancel) élu sur la motion de Michel Rocard. Il y est reconduit l'année suivante au congrès de Toulouse, cette fois en tant que Pierre Bourguignon, et Michel Rocard le fait entrer au bureau national, où il est chargé de coordonner le secteur social et de la vie quotidienne, domaine dans lequel il peut aussi déployer ses compétences professionnelles. En 1973, candidat pour la première fois aux élections législatives à Sotteville-lès-Rouen, il recueille 3,67 % des suffrages.

En 1974, lors des Assises du socialisme, Pierre Bourguignon, comme la plupart des candidats PSU aux législatives de 1973 en Seine-Maritime, suit Michel Rocard et adhère au Parti socialiste. L'historien Antoine Renzonnet, auteur d'une thèse sur le Parti socialiste en Haute-Normandie de 1971 à 2004, souligne à quel point les Assises ont été un moment de bascule dans la vie de la fédération de Seine-Maritime, avec l'arrivée de cadres et de militants formés, dans des secteurs géographiques et des milieux sociaux où le PS était faiblement implanté.

Si, en 1975, l'arrivée des militants PSU et de la « troisième composante » au sein du PS se fait de manière relativement sereine, des tensions apparaissent à l'approche des élections municipales de 1977, époque qui est aussi celle où Laurent Fabius s'implante à Grand-Quevilly. A Sotteville-lès-Rouen, commune où le Parti communiste avait une forte représentation, la section (dont Pierre Bourguignon s'affirme rapidement comme le leader) réclame la tête de la liste d'union de la gauche ou, à tout le moins, la possibilité de conduire des listes séparées au premier tour. Pierre Bourguignon souligne combien le renforcement militant de la section, notamment dans les entreprises, méritait d'être pris en compte pour disputer la suprématie au PCF. Mais la fédération, soucieuse de préserver des positions dans d'autres localités, ne suit pas la section dans ses demandes. Aux élections législatives de 1978, Pierre Bourguignon, candidat cette fois-ci sous l'étiquette socialiste, obtient 21 % des voix au premier tour mais doit se désister pour le député sortant communiste Roland Leroy, solidement implanté dans la commune ouvrière voisine de Saint-Étienne-du-Rouvray.

Les années qui précèdent l'élection présidentielle de 1981 sont marquées par l'accentuation, lors des congrès de Nantes (1976) puis de Metz (1979), de la concurrence entre François Mitterrand et Michel Rocard. Si des élus importants du département comme René Youinou à Elbeuf, Joseph Menga au Havre ou Pierre Roussel à Bolbec s'inscrivent également dans le sillage de Michel Rocard, Pierre Bourguignon s'impose indiscutablement comme le chef de file des rocardiens de Seine-Maritime face à Laurent Fabius, qui étend ses réseaux et son influence sur l'ensemble de la région. Sa position va se trouver renforcée en juin 1981 lorsqu'il est élu député de la 3^{ème} circonscription de Seine-Maritime. Bien des années après, c'est toujours avec une certaine gourmandise dans l'expression que Pierre Bourguignon racontait la stratégie électorale qui lui avait permis de coiffer sur le poteau Roland Leroy, à l'époque directeur de *L'Humanité* et l'un des caciques de la direction du PCF : la circonscription ne pouvant pas échapper à la gauche, il avait particulièrement ciblé les bureaux de vote marqués à droite et fait campagne en expliquant aux électeurs qu'ils pouvaient « choisir leur député de gauche » ... Au premier tour, Pierre Bourguignon recueille 32 % des suffrages (en progression de 12,5 % par rapport à 1978) et Roland Leroy 30 %. Cette fois-ci, c'est le leader communiste qui doit se désister et, seul candidat au second tour, Pierre Bourguignon est élu avec 100 % des voix. Il conservera son siège de député jusqu'en 2012 (avec une interruption de 1993 à 1997).

Les communistes lui en gardent un chien de leur chienne, qui se manifestera aux élections municipales de 1983. Cette fois, PS et PCF partent séparément au premier tour, et la liste de Pierre Bourguignon (31,7 %) devance sans difficulté celle du secrétaire fédéral du Parti communiste (18 %). Les deux listes fusionnent donc en vue du second tour mais, alors que le total de la gauche au premier tour (avec les listes PSU et LCR) dépassait 57 %, Pierre Bourguignon échoue de 67 voix face au candidat de la droite... « J'ai été victime du vote révolutionnaire », constatera-t-il ensuite.

Si, selon la formule qui fit florès dans les années 70, l'union est un combat entre socialistes et communistes, elle l'est tout autant entre fabusiens et rocardiens au sein de la fédération socialiste de Seine-Maritime. En 1986, les élections législatives se tiennent selon la règle de la proportionnelle, à l'échelle du département. Initialement, la fédération avait concocté une liste faisant apparaître Joseph Menga, ex-rocardien ayant rallié le courant Jospin l'année précédente à la troisième place, Pierre Bourguignon ne figurant qu'en sixième position. Il fallut en appeler avec beaucoup d'énergie à la convention nationale pour qu'en fin de compte, Pierre Bourguignon remonte à la cinquième place : le PS aura cette année-là cinq députés en Seine-Maritime et il conservera donc son mandat.

Dans les années 80, quand Michel Rocard ambitionne toujours d'être candidat à l'élection présidentielle de 1988, Pierre Bourguignon joue

un rôle important à l'Assemblée nationale pour coordonner l'action des députés rocardiens, avec Claude Évin et Michel Sapin. Sa jovialité naturelle, sa force de conviction, sa fidélité à Michel Rocard en font un pivot essentiel de l'organisation du courant rocardien. Et dans un tout autre registre, ce sont aussi ces qualités, associées à d'autres, qui lui vaudront entre 2005 et 2008 de présider la « Fraternelle parlementaire », qui regroupe des francs-maçons de différentes obédiences.



Pierre Bourguignon et Michel Rocard (capture d'écran)

En 1988, retour au scrutin de circonscription, ce qui lui permet d'être élu une troisième fois, obtenant 43,7 % des voix au premier tour (contre 27,9 % au candidat communiste) et, comme en 1981, 100 % des voix au second tour. Mais c'est surtout l'année suivante, en 1989, qu'il atteint un objectif patiemment poursuivi depuis plus de quinze ans : emporter la mairie de Sotteville-lès-Rouen. Cette fois, c'est sans coup férir qu'il est élu dès le premier tour (avec 51,9 % des voix) devançant de plus de 13 points le maire de droite sortant. Il conservera la mairie de Sotteville pendant quatre mandats, jusqu'en 2014.

Dans cette fonction municipale, il va donner la pleine mesure de sa capacité à agir sur le quotidien et à impulser une transformation globale de la cité normande. Il s'en explique dans un article publié en 2000 par la revue *Études normandes* : « *Animer une équipe municipale, c'est "faire de la ville". Cela ne veut pas dire fabriquer de la ville mais travailler à la fois sur le contenu et sur le contenant. Depuis Platon, le rôle du politique, est de toujours favoriser les conditions du bien-vivre dans la cité par un ancrage retrouvé à la mémoire collective, par la richesse et la diversité de la vie en communauté. C'est, par exemple, contribuer au renforcement du mouvement associatif. Le rôle du politique, n'est pas de fabriquer un simple décor urbain mais de faire de la ville, en creux et en relief, du public à l'intime, pour le groupe comme pour l'individu* ». Cette politique globale, agissant simultanément sur l'urbanisme, l'éducation, le sport et la culture, se traduit par la création d'un festival des arts de la rue (VivaCité), des olympiades intergénérationnelles ou des activités périscolaires pendant la pause méridienne. Son expertise reconnue en matière de politique de la ville le conduit notamment à siéger dans de nombreuses instances ou associations œuvrant dans ce domaine : l'association des maires « Villes et banlieue » (dont il sera président de 1993 à 2008), le Conseil national des villes (de 1998 à 2014), le Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales (de 1989 à 2012). Il publie de nombreux rapports et plusieurs livres sur le sujet.

Son investissement ne se limite pas aux frontières communales, puisque son élection à Sotteville-lès-Rouen en 1989 fait basculer à gauche le SIVOM de Rouen et permet de faire émerger de nouveaux projets à l'échelle métropolitaine : devenu vice-président chargé des transports, il contribue à la mise en œuvre du « Métrobus » et, quelques années plus tard, il fonde l'Agence d'urbanisme de Rouen et des boucles de Seine et Eure.

S'il perd son mandat de député lors de la débâcle de 1993, devancé de 37 voix au premier tour par le maire communiste de Saint-Étienne-du-Rouvray, cet échec lui permet de conforter son assise municipale. De fait, il sera confortablement réélu aux élections municipales de 1995, de 2001 et de 2008, ainsi qu'aux élections législatives en 1997, 2002 et 2007.

Le vent tourne à partir de 2010, quand il se brouille avec sa première adjointe à la mairie de Sotteville-lès-Rouen, Luce Pane, également conseillère générale. Aux élections législatives de 2012, elle se présente contre lui à l'investiture du Parti socialiste, l'obtient et, de ce fait, est facilement élue députée. Aux élections municipales de 2014, elle obtient à nouveau l'investiture socialiste,

mais cette fois-ci, Pierre Bourguignon se présente en dissident, sous l'étiquette divers gauche, entraînant avec lui plus d'une centaine d'adhérents et d'élus qui quittent le PS. Il s'incline toutefois de moins de 200 voix devant son ancienne colistière (31,6 contre 33,2 % des voix) et siège désormais dans l'opposition au conseil municipal comme au conseil communautaire.

C'est d'ailleurs dans l'exercice de cette fonction qu'il décède le 27 mars 2019, au cours d'une réunion des présidents de groupes sans étiquette de la Métropole Rouen Normandie, dans sa soixante-dix-huitième année. Cette mort en scène comme Molière, ou plus proche de nous comme Michel Crépeau, correspond assez bien à celui qui fût, sa vie durant, un infatigable bretteur, ne renonçant jamais, dans le débat d'idées comme dans l'action de terrain.

Jean-François MERLE

Agenda

Colloque "L'art du compromis selon Michel Rocard"

Vendredi 26 juin, à partir de 9 h 30, Paris.

Documents

Quand le professeur Yves Rocard racontait sa résistance...

Une analyse de Guillaume Pollack

Le 23 février 1946, Yves Rocard (1903-1992) est interrogé par Jeanne Patrimonio, enquêtrice de la Commission d'Histoire de l'Occupation et de la Libération de la France (CHOLF). Cette institution, placée sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, a été créée en octobre 1944. Elle répondait à un besoin immédiat de collecter les témoignages d'anciens résistants et résistantes quoique le territoire ne soit pas encore totalement libéré. L'objectif n'est pas, encore, d'écrire l'histoire de la résistance dont personne n'est en mesure de dresser un portrait général, mais de rassembler, sur papier, le souvenir héroïque de la lutte clandestine à des fins patrimoniales et mémorielles. Ces témoignages, aujourd'hui conservés dans la sous-série 72AJ des Archives nationales, sont au cœur des travaux de l'ANR Témoins 1939-1945 qui s'inscrit dans le prolongement de l'Equipex Matrice[1].



Un témoignage subjectif et sensible

Le témoignage d'Yves Rocard est un des 3500 documents du même type, aujourd'hui à disposition du chercheur. Il a été recueilli en 1946 et est classé dans la sous-série relative à la Résistance intérieure disponible en ligne sur le site des Archives nationales[2]. Remarquons qu'il s'agit d'un témoignage tapuscrit. L'enquêtrice, Jeanne Patrimonio, a transcrit, à partir de ses propres notes, les propos d'Yves Rocard. Nous n'avons pas de trace d'un quelconque enregistrement audio de

l'entretien, qui se déroule au 120 rue d'Assas à Paris dans l'actuel V^e arrondissement, à l'heure où le magnétophone n'est pas encore un outil mobilisable. On ignore si le témoignage a été relu ainsi que la situation d'entretien précise (heure de la journée, personnes présentes, disposition de l'enquêtrice et de l'enquêteur, préparation ou non de l'entretien). Le document fait 29 pages, ce qui le place dans la moyenne haute : les témoignages faisant en moyenne entre cinq et dix pages. Il n'existe aucune note manuscrite apposée sur le document, ce qui semble indiquer qu'Yves Rocard n'a pas relu son témoignage, contrairement à quelques-uns de ses homologues interrogés par la CHOLF.

Yves Rocard témoigne dans le cadre de son engagement dans la Résistance, dans diverses organisations en relation avec la France libre. Ce document n'offre, toutefois, aucune possibilité de montée en généralité. Yves Rocard parle de ce qu'il a vu et de ce qu'il a vécu sous l'Occupation. Autrement dit, son propos doit être analysé pour ce qu'il est : le récit d'une expérience sensible et nécessairement subjective de la lutte clandestine, à resituer dans le contexte de l'élaboration de la première mémoire de la résistance après la Libération.

Voir la défaite

Yves Rocard est à Paris au moment de la défaite en juin 1940, au titre de requis civil pour le ministère de l'Armement. Son témoignage n'aborde pas frontalement la question de la violence des combats, ni l'Exode. Il affirme avoir voulu partir à Londres mais en avoir été empêché, selon lui, par une arrivée tardive à Bordeaux, où se replie le gouvernement après un passage à Tours, le 16 juin 1940. Il ne mentionne pas le départ, le 21 juin, des vingt-sept parlementaires à bord du *Massilia* en direction de l'Afrique du Nord. Un départ vers l'Angleterre ou les colonies était en fait encore possible, les derniers navires quittant Bordeaux le 24 juin. D'autres contraintes semblent à l'œuvre. C'est, plus sûrement, le fait qu'il soit « légitimement soucieux de l'avenir de sa famille » qui constitue le véritable frein à quitter l'Hexagone. Yves Rocard a épousé Renée Marguerite Favre. De cette union sont nés deux enfants : Michel, le 23 août 1930, et Claude le 20 janvier 1933. L'historiographie a bien noté que le profil type des premiers Français libres était celui de jeunes hommes célibataires sans attache et sans enfant[3]. Il assiste à l'entrée des troupes allemandes à Bordeaux et revient à Paris le 11 juillet 1940, le lendemain des votes des pleins pouvoirs à Philippe Pétain, dont il ne dit rien. La capitale est située en zone occupée. Alors que l'État français se reconstitue à Vichy, il rend compte de l'atmosphère de la capitale : « *L'impression générale à Bordeaux était celle d'un soulagement. L'atmosphère est bien différente à Paris où les rues sont noires, les Parisiens absents, les journaux affreux* ». C'est bel et bien l'image, exacte, d'une nation à la dérive qui transparait de ces quelques lignes, d'autant que les Parisiens, qui reviennent progressivement à leur domicile au cours de l'été 1940, se confrontent à la présence allemande caractérisée par l'installation des institutions visant à exercer leur contrôle sur la population. Yves Rocard subit donc la défaite d'une autre façon que les Françaises et les Français au sud de la ligne de démarcation qui ne verront pas de troupes d'occupation avant novembre 1942. D'où cette impression de méfiance généralisée dans un contexte où l'Autre peut tout aussi bien être un ami qu'un ennemi. Ce sentiment est manifeste lorsqu'Yves Rocard rend compte d'un contact précoce avec un autre Français, anonyme, venu sur ordre des Allemands s'enquérir de ses travaux de recherches sur les appareils de guidage des bombardiers, développés avant la défaite. Les Allemands cherchent à s'informer au moment où leurs bombardiers échouent à tromper le système de détection anglais dans le contexte de la bataille d'Angleterre puis du Blitz. La tension est réciproque : « *Ce Français vient trouver R. Il est tout à fait inquiet, il ne sait pas à qui il a affaire, et Rocard est dans les mêmes sentiments* ». Le fait est qu'Yves Rocard maintient pendant presque un an ce contact, même s'il se défend d'avoir véritablement aidé les Allemands.



La Résistance, faut-il le rappeler, est un club privé. L'intention ne suffit pas pour y pénétrer : le recrutement s'opère sur d'autres bases, principalement la situation géographique, professionnelle ou sociale. D'où la vanité des affirmations péremptoires dénonçant les faibles effectifs de la Résistance comme le miroir d'une lâcheté généralisée de la société française. Il n'a jamais été question de recruter massivement,

mais utile. Désireux de s'engager, Yves Rocard l'est certainement. Le profil socio-professionnel d'Yves Rocard ainsi que ses compétences techniques sont, cependant, les éléments à retenir pour expliquer le passage à l'acte. C'est en faveur du renseignement militaire que ces compétences sont exploitées.

À l'automne 1940, dépositaire d'un *ausweis* lui permettant de se rendre en zone non-occupée, obtenu par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation nationale, il rencontre à Vichy les officiers du 2^e Bureau « qu'il connaît » mais dont il ne tire rien de concret. Il s'agit du SR clandestin reconstitué par des officiers de l'armée d'armistice, tel que Paul Paillole ou Louis Rivet. Contrairement à ce qu'Yves Rocard affirme dans son témoignage, ce n'est pas Pétain qui est à la manœuvre, mais des officiers camouflant leurs activités derrière des organismes très officiels chargés de la traque d'agents étrangers. C'est l'antenne lyonnaise de ce service de renseignement qui devient son interlocuteur et à qui il transmet des renseignements issus de ses contacts avec les Allemands, déjà évoqués, lesquels sont répercutés au service de renseignement britannique, le MI6.

Au printemps 1941, il entre en contact avec la Résistance intérieure par l'intermédiaire d'un ancien collègue, Jean Cavaillès (1903-1944). Ce dernier, tout en maintenant ses activités universitaires, est l'un des artisans de la fondation du mouvement Libération-Sud. Il participe à la fondation de son homonyme, en zone occupée, le mouvement Libération-Nord piloté par Christian Pineau. Début 1943, comme le rappelle très justement Yves Rocard, Jean Cavaillès se rend à Londres et en revient comme chef d'un réseau de résistance, Cohors-Asturies, rattaché aux services secrets de la France libre, le BCRA[4]. C'est, quoi qu'il en soit, Jean Cavaillès qui lui propose d'assister aux réunions clandestines du mouvement. Yves Rocard, à rebours, témoigne de son indécision : « d'une part il aime beaucoup Cavaillès, et il est très disposé à l'aider lui et ses amis, d'autre part il entend rester en contact avec son SR Vichy qui lui demande régulièrement de s'occuper de ceci ou cela ». Yves Rocard se montre peu intéressé par la dimension politique de l'engagement, à ceci près qu'il marque son détachement envers la personnalité de Pétain. Yves Rocard est-il gaulliste ? Cela est peu évident à la lecture du témoignage : « on devait travailler avec tout le monde sans se livrer à une casuistique compliquée » déclare-t-il à Jeanne Patrimoine. Ainsi, Yves Rocard, recueillant toujours des renseignements militaires et techniques, transmet ces derniers aussi indifféremment au SR Vichy qu'à Jean Cavaillès. Il est également contacté par des agents du MI6, désireux d'exploiter ses compétences en radio pour améliorer la sécurité de leurs opérateurs et des émissions clandestines, en pure perte d'ailleurs. C'est dans ce cadre qu'il se fait arrêter une première fois en novembre 1942 par la police de Vichy, quelques jours avant l'invasion de la zone non-occupée à la suite du débarquement en Afrique du Nord (8 novembre 1942). Notons que le rôle de cette dernière est ainsi résumé par lui-même : « *On savait que la police de Vichy était dure pour les communistes, qu'elle était dure avec les Juifs par excès de zèle (sic), mais qu'elle était pleine de tendresse pour les gaullistes* ». La petite phrase (la seule du témoignage) au sujet de la persécution antisémite mise en œuvre par Vichy et l'occupant étonne. Quant à la mansuétude de la police de Vichy envers les gaullistes, les premiers agents du BCRA arrêtés en zone non-occupée ne sont sûrement pas de cet avis.

Quoi qu'il en soit, l'une des missions principales d'Yves Rocard s'opère dans le cadre du réseau Cohors. Il s'agit de la mission Ramier, qui a pour objectif « *d'inspecter de mystérieuses installations allemandes qui s'étaient récemment montées sur différents points des côtes* ». Les Anglais, ne disposant que de photographies aériennes, souhaitent avoir davantage d'informations dans le contexte où d'autres renseignements leur parviennent sur des « armes secrètes » allemandes. Il enquête notamment en zone rattachée, à Boulogne-sur-Mer où la présence allemande est très forte mais la complicité de la population acquise : « *Il se munit d'une lunette de grossissement 32. Son examen n'est pas aisé. Il doit prendre des risques et faire ses observations, caché dans une haie qui le dissimule aux yeux des Allemands, mais le laisse en vue d'un tas de Français* ». Il comprend qu'il s'agit d'appareils permettant d'indiquer la position et la distance de tout avion ou bateau se trouvant dans des limites de portée. Ces appareils permettaient, par exemple, d'anticiper l'arrivée des bombardiers alliés en route pour l'Allemagne dans le cadre de la campagne de bombardements qui s'y développent alors.

La route de Londres

Le départ d'Yves Rocard pour Londres en septembre 1943 est favorisé, premièrement, par l'appui de Jean Cavaillès, qui comprend l'opportunité d'avoir un « ambassadeur » de son réseau à Londres dans le contexte des tensions entre lui-même et le comité directeur de Libération-Nord. Deuxièmement, les différents services alliés ont mis en place, dès 1942, des services techniques spécialisés dans les liaisons aériennes clandestines entre la France et l'Angleterre. Il y parvient donc en septembre 1943 et découvre les affrontements entre gaullistes et britanniques. Cependant, l'image d'une France libre entièrement dans la main des Anglais qu'il propose dans son témoignage est à nuancer. Certes, la France libre dépend, financièrement du moins, des Britanniques. Inversement, les relations entre de Gaulle et son équipe, ou plus largement entre De Gaulle et les Alliés à la même période, sont notoirement exécrables. Cependant, la France libre s'attache à défendre sa souveraineté et son autorité contre vents et marées et y parvient en grande partie. Yves Rocard devait rester un mois afin de mettre ses compétences techniques en radio au service des Alliés, et il rencontre de fait les représentants du MI6 et du SOE. De manière générale, le témoignage renvoie, dans sa globalité, au sentiment qu'Yves Rocard se montra dubitatif envers les services du général de Gaulle dont il cherche à se détacher rapidement. L'effondrement du réseau Cohors à l'automne 1943, suite à l'arrestation de Jean Cavaillès et sa probable mise sous filature, précipite l'identification d'Yves Rocard par les services allemands : « *les Anglais refusent alors de le laisser partir* ». De fait, il est à noter que, pendant ce temps-là en France, le jeune Michel Rocard échappe de peu à l'arrestation, envoyé par sa mère chez des voisins pour dissimuler le carnet d'adresses qu'Yves Rocard tenait au sujet de ses contacts. La police allemande, ne trouvant rien, se retire.

Yves Rocard est envoyé le 27 octobre 1943 à Alger où « il retrouve son SR Vichy », c'est-à-dire, à ce moment-là, les services de renseignement du général Giraud, rival de De Gaulle, qu'il rejoint. Il est renvoyé à Londres le 24 décembre 1943 où il échappe de peu à la mort au cours d'un bombardement. Il travaille, essentiellement, dans le domaine de la construction d'une liaison radio entre la France occupée et la Corse, département tout juste libéré. Le 17 septembre 1944, il est de retour à Cherbourg.

Conclusion

Le témoignage d'Yves Rocard recueilli par Jeanne Patrimoine doit être analysé pour ce qu'il est : un document subjectif et passionné, ce qui n'annihile nullement son intérêt.

Recueilli en 1946, il est le miroir des cristallisations et des tensions déjà à l'œuvre dans le cadre de la construction de la mémoire de la lutte clandestine, ainsi que de celle de la France libre. Charles de

Gaulle a démissionné un mois auparavant le recueil de ce témoignage. Ce dernier porte la marque des tensions nées de la guerre clandestine, notamment entre gaullistes et giraudistes mais aussi à l'intérieur même de l'armée des ombres. Il est, certes, la narration d'un itinéraire personnel qui croise plusieurs acteurs connus de la Résistance : Jean Moulin, les époux Aubrac, Jean Cavaillès, sont ainsi nommément cités. Il nous permet d'apprécier les stratégies mises en œuvre par un non-professionnel pour recueillir des renseignements militaires. Yves Rocard usant, d'abord, de ses compétences professionnelles et de sa débrouillardise pour remplir sa mission. Dès la libération, deux mémoires se seraient opposées : les gaullistes et les communistes. Ce témoignage complexifie notre analyse de la situation, Yves Rocard prenant ses distances avec les premiers et invisibilisant pratiquement les seconds, au profit du SR clandestin de Vichy puis des services secrets de Giraud, dont l'histoire reste à faire.

Le témoignage d'Yves Rocard, par la richesse de son contenu, est une double invitation. Premièrement, à écrire une histoire de la Résistance moins institutionnelle et plus centrée sur ses actrices et ses acteurs. Secondement, à poursuivre l'écriture de l'histoire de la lutte clandestine dont l'essentiel reste, en réalité, encore à écrire.

Guillaume POLLACK

Postdoctorant/Co-chef de projet ANR Témoins 1939-1945 (Paris 1-CNRS)

Chercheur partenaire (UMR SIRICE 8138, Paris 1-CNRS)

[1] L'Équipement d'excellence Matrice (2011-2025) est une coopération entre vingt-quatre partenaires, coordonné par l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et placé sous la responsabilité scientifique de Denis Peschanski. L'ANR « Témoins 39-45 » (Contrat ANR-23-SSRP-0014-01) est un prolongement de l'Equipex Matrice. C'est un programme de recherche en sciences participatives sous la double coordination académique et civile de Denis Peschanski et Thierry Berkover, président des Amis de la FMD (AFMD). Carine Klein-Peschanski et Guillaume Pollack, agrégé d'histoire-géographie, post-doctorant, en sont co-chefs de projet.

[2] AN, 72AJ/35-89. Pour le témoignage d'Yves Rocard, voir AN, 72AJ/44/II pièce 7. L'ensemble des citations figurant dans ce propos proviennent de ce document.

[3] Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre résistance*, Paris, Tallandier, 2014.

[4] Alya Aglan, Jean-Pierre Azéma (dir.), *Jean Cavaillès résistant*, Paris, Albin Michel, 2024.

 [Archives du témoignage d'Yves Rocard](#)

 [Pour lire la lettre en format .pdf](#)

MichelROCARD.org

J'apporte mon soutien financier à l'Association MichelRocard.org

Paiement en ligne possible. Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- [S'abonner](#)
- [Consulter les numéros précédents](#)

Ce courriel a été envoyé à [\[\[EMAIL_TO\]\]](#), cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.

Directeur de la publication : Jean-François Merle.

© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org